

OBSERVATOIRE  
DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL  
BRUXELLES



OBSERVATORIUM  
VOOR GEZONDHEID EN WELZIJN  
BRUSSEL

Cahier 1

Cahier 2

Cahier 3

Cahier 4

Cahier 5

# Baromètre social

RAPPORT BRUXELLOIS  
SUR L'ÉTAT DE LA PAUVRETÉ

## 2010



Commission communautaire commune



# « BAROMÈTRE SOCIAL 2010 »

## RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

---

Bruxelles est caractérisée par une importante concentration de la pauvreté dans les quartiers fortement peuplés du “croissant pauvre” au centre de la ville, notamment le bas de Saint-Gilles, Cureghem, les Marolles et le sud du pentagone, le bas Molenbeek, Laeken, le bas de Schaerbeek et Saint-Josse-ten-Noode. Cette zone est habitée par de nombreuses familles avec des jeunes enfants. Le taux de chômage y atteint plus de 25 % et même plus de 40 % chez les jeunes. La proportion de ménages qui vivent d’une allocation du CPAS y est jusqu’à 5 fois plus élevée que dans le reste de la région. Dans certains quartiers, jusqu’à un enfant sur deux vit dans un ménage sans revenu du travail.

Ces quartiers accueillent un flux continu de groupes de population plus pauvre, venant surtout de l’étranger, avec ou sans papiers. Une partie d’entre eux n’y reste que temporairement, jusqu’à ce qu’ils disposent de suffisamment de moyens pour déménager vers des quartiers plus favorisés ou même hors de la Région bruxelloise, comme le fait aussi la classe moyenne. Mais ce n’est pas possible pour tout le monde.

La plupart des indicateurs de pauvreté pour la Région bruxelloise restent dans le rouge. Plusieurs indicateurs mettent même en évidence une détérioration de la situation. L’impact de la crise se fait clairement sentir dans les statistiques du chômage et des CPAS, mais aussi sur le nombre d’arriérés de paiement des crédits hypothécaires et de consommation.

Une grande partie des Bruxellois vit dans des conditions financières difficiles. Plus d’un Bruxellois sur quatre doit se débrouiller avec un revenu inférieur au seuil de risque de pauvreté (899 € par mois pour un isolé). Bruxelles est la région qui présente le pourcentage le plus élevé de sa population sous le seuil de risque de pauvreté.

Même si l’emploi ne protège pas toujours suffisamment contre le risque de pauvreté et d’exclusion sociale, la principale cause de la grande précarité financière de la population bruxelloise réside dans le faible taux d’emploi. Le taux d’emploi bruxellois reste inférieur à celui du pays et de la Flandre et sous l’objectif européen. Les personnes peu qualifiées ainsi que les Bruxellois de nationalité non européenne ont un accès plus faible à l’emploi.

Le nombre de Bruxellois qui n’ont pas de revenu du travail est donc très élevé et continue à croître. Le nombre de bénéficiaires d’une allocation sociale ou d’un revenu de remplacement augmente dans tous les groupes d’âge entre 2008 et 2010.

Depuis l’instauration de la loi sur l’intégration sociale en octobre 2002, on assiste à une augmentation continue du nombre de ménages bruxellois dépendants d’un revenu d’intégration ou équivalent du CPAS. Fin décembre 2009, cela concernait plus de 32 000 ménages. La proportion de la population qui bénéficie d’un revenu du CPAS est trois fois plus élevée en Région bruxelloise que dans l’ensemble du pays. La proportion de la population concernée varie selon l’âge. Parmi la population d’âge actif (18-64 ans), 4,6 % bénéficie d’un revenu d’intégration ou équivalent. Cette proportion est particulièrement élevée chez les jeunes Bruxellois de 18 à 24 ans (8,7 %). Cette

surreprésentation des jeunes parmi les bénéficiaires se retrouve dans toutes les communes bruxelloises, dans les autres grandes villes et pour l'ensemble du pays. En 2009, 2 345 jeunes adultes bruxellois, 2,5 % des 18-24 ans, ont été soutenus par les CPAS pour poursuivre des études à plein temps.

102 147 Bruxellois ont reçu une allocation de chômage en janvier 2010. Le taux de chômage en Région bruxelloise est deux fois plus élevé que le taux belge. Il est le plus élevé pour les jeunes adultes. Près d'un tiers des jeunes Bruxellois (15-24 ans) qui se trouvent sur le marché du travail sont sans emploi.

La Région bruxelloise présente en outre la croissance la plus importante du nombre de demandeurs d'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi croît dans toutes les catégories d'âge mais l'augmentation est la plus marquée pour les plus de 50 ans et pour les hommes. L'augmentation pour les Bruxellois de moins de 40 ans met fin à la diminution qui avait été observée entre 2006 et 2008.

L'augmentation du nombre de chômeurs de très longue durée (plus de cinq ans) est inquiétante (+ 6,6 % entre 2008 et 2009). 20 000 personnes étaient concernées en 2009.

La pauvreté des enfants est une conséquence des très faibles revenus des parents. Plus d'un tiers des enfants bruxellois grandissent dans un ménage sans revenu du travail, c'est deux fois plus que dans l'ensemble du pays. 28 % des nouveau-nés bruxellois naissent dans un ménage sans revenu du travail.

Les indicateurs mettent également en évidence une paupérisation de la population âgée. Malgré la diminution du nombre de personnes de plus de 65 ans dans la population bruxelloise, on observe une augmentation du nombre de personnes âgées bénéficiaires de la garantie de revenu aux personnes âgées (GRAPA) qui s'élève à 13 258 en janvier 2010 (8,7 % des 65 ans et plus).

Les allocations sont trop faibles et n'offrent pas une protection financière suffisante pour vivre dans la dignité. En Région bruxelloise, le coût élevé du logement prend une part excessive du revenu des familles les plus pauvres, souvent plus de la moitié des allocations, ce qui laisse trop peu pour vivre. Il n'est donc pas surprenant que la liste d'attente pour un logement social ne cesse de s'allonger.

Les inégalités sociales à l'intérieur de la région sont importantes et s'accroissent même. Les inégalités entre la Région bruxelloise et sa périphérie sont aussi très marquées. Le fossé entre les revenus des ménages les plus pauvres et les plus riches se creuse dans l'ensemble du pays, et est particulièrement important à l'intérieur de la Région bruxelloise.

Les inégalités sociales ont des conséquences évidentes sur la santé des Bruxellois. Plusieurs indicateurs mettent en évidence les inégalités de santé entre Bruxellois riches et pauvres, entre les plus instruits et les plus faiblement qualifiés. Les différences touchent tous les aspects de la santé entre autres la santé perçue, la fréquence des problèmes de santé mentale, l'obésité et le diabète. Les inégalités de mortalité se marquent dès la naissance. L'espérance de vie des habitants des communes aisées dépasse de plus de 3 ans celle des habitants des communes pauvres.

Plus d'un quart des ménages bruxellois et près de 40 % des ménages à faible revenu déclarent avoir dû postposer ou renoncer à des soins pour raisons financières.

Heureusement le droit au statut OMNIO qui améliore l'accès aux soins pour les ménages à faibles revenus est mieux connu et de plus en plus utilisé.

L'enseignement pourrait être une clé importante pour une politique préventive de lutte contre la pauvreté. Le retard scolaire et le faible niveau d'instruction d'une partie importante des jeunes Bruxellois est particulièrement préoccupant : la moitié des garçons dans la première année de l'enseignement secondaire a au moins une année de retard et la proportion de jeunes qui quittent l'enseignement en ayant au maximum un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur est beaucoup plus élevée à Bruxelles que dans le reste du pays. L'intégration de ces jeunes très peu qualifiés sur le marché du travail reste très difficile.

Malgré les avancées importantes offertes par les données de la Banque carrefour de la Sécurité Sociale, le travail d'élaboration de l'état des lieux de la situation et de l'évolution de la pauvreté en Région bruxelloise est rendu plus ardu par le fait que certaines données concernant des dimensions importantes de la pauvreté ne sont plus disponibles, par exemple, des données exhaustives sur le logement ou le niveau d'instruction des adultes. L'absence de chiffres de population du Registre national après 2008 a également rendu l'analyse de l'évolution de la pauvreté plus complexe.

Les constats de cette sixième édition du Baromètre social bruxellois ne diffèrent pas fort des précédents, mais n'en sont pas moins préoccupants. Nous espérons que ce baromètre pourra être utilisé comme outil d'aide à la décision. Ce baromètre annuel est élaboré à la demande du parlement bruxellois, en soutien à ses débats concernant la lutte contre la pauvreté en Région bruxelloise. Les défis sont de taille.

## « BAROMÈTRE SOCIAL »

### RAPPORT BRUXELLOIS SUR L'ÉTAT DE LA PAUVRETÉ 2010

---

Le Baromètre social est la partie statistique du rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté.

Il doit permettre de suivre dans le temps la situation socio-économique des Bruxellois. Il s'agit avant tout d'un outil d'aide à la décision.

Bruxelles est la région qui compte le pourcentage le plus élevé de la population sous le seuil de risque de pauvreté. Plus d'un bruxellois sur quatre doit se débrouiller avec un revenu inférieur au seuil de risque de pauvreté (899 € pour un isolé). Plus de 32 000 ménages vivent avec un revenu d'intégration sociale ou équivalent. Plus de 102 000 bruxellois reçoivent une allocation de chômage. Plus de 13 000 personnes de plus de 65 ans vivent avec la garantie de revenu pour personnes âgées. L'impact de la crise se fait clairement sentir dans les statistiques du chômage et des CPAS, mais aussi sur le nombre d'arriérés de paiement des crédits hypothécaires et de consommation.

Les inégalités sociales à l'intérieur de la région sont importantes et s'accroissent même. Elles ont des conséquences évidentes sur la santé des Bruxellois. La demande de logement sociaux continue à croître et les indicateurs de l'enseignement restent très préoccupants.

Les constats de cette sixième édition du Baromètre social bruxellois ne diffèrent pas fort des précédents, mais n'en sont pas moins préoccupants.

Pour plus d'informations:

Truus ROESEM – 02/552 01 57 – troesems@ggc.irisnet.be

[www.observatbru.be](http://www.observatbru.be)